
Quelles marges de manœuvre pour les politiques ?

La politique est l'ensemble des médiations qui permettent à des groupes humains de vivre ensemble en inventant au-dessus de leurs relations sociales spontanées des institutions et des modèles d'action. C'est dire que la politique par nature est une praxis, une action transformatrice en évolution permanente.

Cette politique est aujourd'hui discréditée voire désertée. Les manifestations de cette crise sont multiples soulignant un déclin des idéaux juridiques et politiques de l'Etat au risque de dénaturer le lien social constitutif des sociétés modernes. Le modèle du dépérissement de la politique semble s'imposer de plus en plus régulièrement. A l'appui de ce constat, les arguments relatifs à un manque réel de marge de manœuvre conduisent au sentiment d'impuissance et de perte de crédibilité. Mais au lieu de renoncer au politique, ne faudrait-il pas le penser autrement, voire le refonder ? A cette désormais éternelle question, la réponse est peut-être du côté de la nature même du politique et donc de la société gouvernée.

En réalité, la société semble confrontée de manière permanente au thème du déclin du politique. Ce déclin, constaté et clamé de toutes parts, n'est-il pas pour autant que la perception d'une société en mutation et de ses décalages résiduels ? Ces mutations reposent en l'espèce sur de nouvelles contraintes propres à la société moderne devenue à la fois plus transparente et complexe.

Soumis à l'idéologie de l'homme rationnel économique, le politique est confronté à une société marquée par plusieurs contraintes.

Cette société transparente et complexe nécessite une action du politique, appelé à évoluer dans ses formes d'intervention.

I - Livré à l'économique, l'exercice de la politique est transformé par une société juridicisée et ouverte.

A) L'émergence croissante de l'idéologie économique a concurrencé les politiques.

La société est soumise à plusieurs contraintes. A la contrainte économique et financière qui réduit souvent le politique à l'image d'un « prince démuné », s'ajoute une idéologie rationnelle nouvelle qui dénie au politique une quelconque possibilité d'intervention.

La contrainte économique et financière constitue sans nul doute la première illustration de ce déclin du politique.

La figure du politique, à travers l'image du Prince défendu par Nicolas Machiavel au XVI^e siècle, a changé. Le Prince disposait d'une marge de manœuvre financière soit immédiate (le droit de battre monnaie ou tout simplement la circulation de monnaies frappées à son effigie) soit indirecte : le Prince, via la *condotta*, ce contrat de recrutement de *condottieri*, chargés de défendre la cité ou de s'emparer des richesses de la cité ou principauté convoitée, était en mesure de rassembler les sommes d'argent. François 1^{er}, vaincu à Pavie en 1525, qui avait « *tout perdu fors l'honneur* », dut admettre pour sa part le versement d'une rançon exigée par son vainqueur. Mais cette défaite n'empêcha pas l'Etat de se maintenir et se développer par la suite.

Or, peu à peu, le pouvoir financier a évolué à l'instar de la figure du banquier prenant de plus en plus de pouvoir. Sans remonter aux raisons qui poussèrent le roi de France à éliminer les Templiers, donnant ainsi naissance au mythe du trésor des

Templiers, la disgrâce de Fouquet, superintendant du Roi, témoigne de ces rivalités si bien décrites par Paul Morand dans Fouquet ou le Soleil offusqué.

Cette tension ne va pas cesser de se développer. Le gouvernement du Cartel des Gauches sera ainsi confronté au « *mur de l'argent* » représenté par les 200 familles qui gouvernent la Banque de France. Cette dernière sera d'ailleurs par la suite nationalisée sans qu'aujourd'hui, le statut public de ces organismes bancaires ne remette en cause l'indépendance malgré certaines interventions politiques récentes.

La contrainte financière et économique se traduit donc par l'impossibilité croissante des hommes politiques de pouvoir donner une suite automatique à des projets dont la rentabilité échapperait à une rationalité économique classique. Cette rationalisation de l'action humaine réduit de plus en plus la part de spontanéité ou d'irrationalité. Ainsi en matière économique, la rationalité a supplanté toutes les autres approches. Cette évolution correspond à cette « grande transformation » décrite par l'historien Karl Polanyi dans La Grande transformation, thèse reprise notamment par Louis Dumont dans Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique. Les relations sociales sont encadrées dans l'économie (« *embedded* » dit Polanyi) comme si elles étaient impuissantes d'avoir une autre logique que cette rationalité. La sphère économique est devenue autonome. L'économie va donc jouer un rôle de régulation qui en se développant va se substituer au politique. Le concept de marché tend en effet à ramener les échanges à l'équation suivante : « *donnez moi ce dont j'ai besoin et je vous donnerai ce dont vous avez besoin vous-même* ». Une telle logique écarte finalement l'intérêt d'un intermédiaire. Les politiques sont inutiles ou présents exceptionnellement pour assurer des correctifs en cas de dysfonctionnement. Dans le prolongement d'Adam Smith et ses Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, paru en 1776, le paradigme du marché est ainsi le premier facteur d'élimination des politiques.

L'homme politique, qu'il soit homme d'Etat ou non, ne peut donc plus méconnaître les lois réelles de l'économie : la « planche à billet » n'existe plus, l'indépendance des banques centrales est garantie et sanctionnée par les marchés financiers, la dette publique est soumise à des exigences de transparence en raison des règles fixées par la construction européenne.

Cette dernière illustre de plus en plus le sentiment d'une marge de manœuvre contrainte.

B) Les obligations internationales sont rendues effectives par un Etat de droit en mutation.

Les Etats nations se sont construits progressivement dans le sens d'une affirmation de leurs prérogatives nationales. Mais le XX^e siècle a constitué un tournant avec le renforcement des obligations internationales applicables par tout Etat de droit.

La construction de l'Etat nation reposait notamment sur l'affirmation du roi souverain en son royaume à partir du XV^e et XVI^e siècles, formule consacrée notamment par Jean Bodin au moment où les royaumes d'Europe occidentale affirmaient leur souveraineté entre un empereur en déclin et une papauté réduite à ses attributions spirituelles. Les abus perpétrés par certains Etats nations au nom justement d'un nationalisme exacerbé ont justifié un nouvel essor des organisations internationales à l'issue de la seconde guerre mondiale. L'organisation des Nations Unies (ONU), malgré les critiques récurrentes sur son impuissance relative, est une entité qui réunit l'ensemble des Etats et où le débat politique peut être médiatisé. L'apparition dans les années 90 du droit d'ingérence humanitaire a constitué une illustration de ce nouveau pouvoir qui venait contrebalancer celui des Etats. D'autres institutions interviennent

désormais : l'organisation mondiale du commerce (OMC) permet de faire pression sur un Etat dont le gouvernement tenterait une action commerciale contraire aux normes habituelles ou aux lois du marché international ; la Banque mondiale et le Fonds monétaire international interviennent pour aider certains Etats confrontés à certaines difficultés. Ces différentes crises financières ou économiques ont d'ailleurs illustré des regains de nationalisme contestant le droit de ces experts étrangers d'intervenir sur une politique nationale. Or, qu'est ce qu'aujourd'hui une politique nationale ?

L'Etat n'a plus le monopole de représentation d'une communauté. Il n'en a plus les moyens non plus en raison notamment des contraintes nées en partie des relations internationales. Un Etat ne peut plus mener une politique économique autonome. Le protectionnisme est prohibé par l'organisation mondiale du commerce et les règles de libre circulation des personnes, des biens comme des capitaux, fondements de l'Union européenne, s'imposent aux Etats. Ces derniers ne disposent plus vraiment de marge d'intervention économique. Dans les années 80, la France avait souhaité relancer une économie nationale touchée par la crise pétrolière des années 70. La relance de la consommation par une augmentation des dépenses publiques chère à la théorie keynésienne s'était traduite par un déficit commercial accru pesant sur la défense du franc acculé à des dévaluations successives. Désormais, les critères imposés dans le prolongement du traité de Maastricht empêchent toute politique d'agir dans le seul intérêt national. La « *contrainte extérieure* », d'économique est devenue juridique.

La construction des organisations régionales, et en premier lieu de l'Union européenne, a été actée par des Etats de droit. Le principe de légalité et le rôle accru de l'autorité judiciaire ont réduit les pouvoirs discrétionnaires des politiques. Le renforcement de la cour de justice des communautés européennes, comme dans le domaine pénal des tribunaux *ad hoc* puis de la cour pénale internationale, prouvent que les politiques ne peuvent pas bénéficier d'une action illimitée dans une société juridicisée.

Les marges d'intervention des politiques ont donc sensiblement évolué. Sans écarter définitivement la tentation totalitaire décrite par Orwell dans 1984 ou ignorer la possibilité d'un « *viol des foules par la propagande politique* » telle qu'elle avait été énoncée dès 1939 par Serge Tchakhotine, le politique a été amené à se soumettre de plus en plus aux règles communes mais cette soumission n'est-elle pas aussi l'illustration de la transformation de l'action politique ?

II – C'est parce que le politique est transformé par une société plus transparente et complexe que les politiques disposent encore d'une marge de manœuvre.

A) La complexité du monde moderne contribue à réduire le rôle des politiques concurrencés par de nouveaux acteurs dans une société transparente.

Le monde moderne s'est traduit notamment par deux caractéristiques : l'incertitude et la vitesse. La première caractéristique tient notamment à la complexité des procédures de décision. Conformément à la théorie du chaos, les décisions n'aboutissent pas forcément aux résultats escomptés. Une politique publique, confrontée à de nombreuses procédures, ne dépend plus d'un seul homme. De nombreux paramètres interviennent et exigent de maîtriser des sujets souvent techniques qui intéressent de plus en plus les citoyens. Ainsi les choix en matière de bioéthique nécessitent des connaissances précises. L'expert a pris une place essentielle dans la société civile et il est parfois plus écouté que le politique. La rationalisation des actions humaines s'impose de plus en plus. L'un des représentants les plus incisifs de l'école de Francfort, Adorno, dans La dialectique de la raison, a montré que la Raison avait imposé

une idéologie sans alternative aux sociétés contemporaines. Le politique est amené ainsi à se ranger à la raison du technocrate ou du manager.

L'accélération du monde moderne n'a pas été sans effet sur le politique. Ce dernier a souvent été amené à jouer un rôle sur le long terme. Le rôle de visionnaire a généralement été reconnu à ces « grands hommes » qui pouvaient se projeter dans l'avenir voire l'inventer au nom d'une utopie. Or, le monde d'aujourd'hui est réactif, marqué par la dictature du court terme voire de l'immédiat. Paul Virilio dans Vitesse et démocratie, paru en 1977, annonçait un nouveau mode d'exercice du pouvoir, qu'il appela « dromocratie ». Quelle est alors la place des politiques ?

Cette accélération s'explique en grande partie par l'importance de la médiatisation de la société. Celle-ci est devenue plus transparente, réduisant la distance entre les politiques et les autres.

La société médiatisée a consacré en effet un certain voyeurisme, qui se traduit par l'essor récent des « *reality shows* ». L'espace public est devenu un espace de dévoilement. Dans La régression démocratique, Alain-Gérard Slama dénonce notamment ce qu'il appelle le « vertige de la transparence ». Le Pouvoir a ainsi perdu de sa stature comme l'explication de certains mystères en son temps a réduit l'autorité de druides ou de prêtres dont le charisme était étroitement associé à un secret. La transparence a donc pour effet d'aligner toutes les activités, toutes les règles à un même niveau. En réalité, la politique n'a pas disparu. C'est la distance avec la politique qui a disparu.

Or, cette évolution ne signifie pas pour autant une négation du politique. La demande de l'intervention des politiques est constante mais elle s'exprime d'une façon différente.

B) Le besoin de politique conduit à de nouvelles modalités d'intervention.

La politique s'entend comme capacité et légitimité de prendre une décision qui réponde à l'attente d'intérêts particuliers et de l'intérêt général. Elle est donc toujours indispensable au fonctionnement d'une société. La politique évolue donc. Pour autant, cette mutation nécessaire n'entraîne-t-elle pas un risque de dénaturation ?

Les intérêts particuliers recherchent toujours un appui politique et leurs éventuelles contradictions ne peuvent être résolues que par une décision politique. Lorsque deux positions, également fondées en arguments ou intérêts, ne peuvent l'emporter, il faut bien une prise de position. Cette dernière repose alors sur une idéologie ou sur une vision mais c'est aussi tout simplement la résultante d'une procédure arrêtée en commun. La politique est donc aussi un instrument de régulation valable en tout état de cause même lorsque les marges de manœuvre semblent réduites à la plus simple expression.

Ce besoin de politique est aussi lié à la perception de l'avenir. Au-delà de toute expression d'un quelconque âge d'or, le politique est sollicité pour engager le présent et surtout le futur. C'est en cela que la question de l'écologie politique est essentielle. Débattre de l'environnement, des choix d'arbitrage entre développement économique et protection des ressources et de l'environnement est un acte politique. Or, les incertitudes, les peurs qui se développent au fur et à mesure de la prise de conscience des dégâts causés par un développement économique non maîtrisé alimentent d'autant ce besoin de politique. Même en période de pénurie, décider reste un acte politique.

La politique constituant un besoin avéré, son expression s'adapte aux exigences de la société moderne. Cette adaptation confirme ainsi la thèse de Max Weber, qui

notamment au travers de ses deux conférences prononcées en 1917 et 1919, La profession et la vocation de savant et La profession et la vocation de politique, d'une distinction entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. Il appartient en effet au politique de trouver les marges de manœuvre utiles ou de s'en affranchir mais sans engager cette éthique. Il lui est parfois nécessaire également d'affronter des « sombres temps » (Bertold Brecht).

En cela, de nouvelles modalités d'interventions sont exigées.

La société médiatisée, transparente et mieux informée est donc plus exigeante. Elle attend des politiques des comportements ou des actions plus en relation avec ses attentes. Paradoxalement, jamais la tentation de la démagogie aura été aussi tentante alors que les conditions de son succès ne sont plus réunies. Les politiques sont désormais confrontés à un risque accru d'être pris à défaut ou en contradiction. Une méfiance envers les idéologies politiques, justifiée par l'Histoire justifie en partie cette nouvelle exigence. Les individus nés de cette société moderne, marquée par « *les désillusions du progrès* » (Raymond Aron), tout en éprouvant le besoin de forger leur destin collectif sont sans doute de plus en plus tentés par une expérimentation et au coup par coup qu'à des projets visionnaires et globalisants. C'était en tout cas la thèse de Karl Popper qui dans La société ouverte et ses ennemis concluait au rejet de ces thèses idéologiques. Or, les sujets d'intervention, existent toujours, sinon plus.

Ainsi, en matière de religion, de développement durable, de bioéthique ou de mémoire du passé, se posent régulièrement des choix laissés aux politiques confrontés à des divergences d'approches des différentes composantes des sociétés. Si la marge de manœuvre des politiques est elle qu'aujourd'hui ces choix doivent être expliqués ou que leurs erreurs seront moins admises, c'est bien aux politiques qu'il est demandé d'agir.

*

Le dépérissement de la politique appartient au catalogue des idées reçues. En réalité, la politique est par nature fragile et est foncièrement remise en cause. Mais cet état de nature est le sens même de l'action politique.

Au-delà des « politiques » qui peuvent la mener ou la trahir, la politique enseigne une leçon de volonté permanente transmise de cité en cité, de génération en génération.

La crise moderne de la politique est en quelque sorte celle de la démocratie. Pour reprendre l'une des thèses de Marcel Gauchet, « *la démocratie est contre elle-même* ». La recherche d'une praxis aujourd'hui dans une société vouée à la transparence, à la critique, est plus difficile mais aussi plus noble.